

La direction veut faire partir 87 salariés CDI avant le 31 juillet 2019 dans le cadre du GPEC. Les volontaires sont reçus par les RH qui vont « s'occuper d'eux ». Certaines personnes de l'entreprise sont des professionnelles du baratin qui tiennent le discours suivant : « **mais oui, partez c'est ce qu'il y a de mieux pour vous** »

Quoi faire maintenant, partir ou rester ? C'est sans doute la question que se posent des dizaines de collègues concernés. Partir parce qu'il y en a marre, parce que l'on est usé et fatigué par des années d'usine et de dur labeur. Les collègues qui ont l'âge de partir en « préretraite maison » et qui estiment que les 70% de salaire brut jusqu'à la retraite pleine seront suffisant pour vivre, tant mieux pour eux. D'autres qui voudraient partir, qui en ont ras le bol, mais qui ont des bas salaires et qui savent qu'avec **un peu plus de 1200 euros mensuels, ce n'est pas assez pour vivre** feront le choix de rester.



La politique de PPS c'est de diviser les gens, c'est de les condamner à choisir seul, à raisonner individuellement alors que le problème est collectif. De ce point de vue-là, le choix se fait dans de mauvaises conditions. Aussi le « volontariat » n'a pas trop de sens car ceux qui partiront, c'est plus pour échapper à la situation que nous vivons au quotidien.

- ✓ PPS a un premier objectif, faire baisser l'effectif des CDI de 10 %. A contrario, la CGT a demandé qu'un plan d'embauches en CDI soit mis en place pour pallier à tous ces départs (préretraites maison, retraites normales, démissions...). **La direction n'a pris aucun engagement à ce sujet car elle veut baisser l'effectif des CDI pour avoir recours au travail intérimaire si besoin.** La CGT a également revendiqué que la rémunération mensuelle **soit supérieure à 70% pour les départs** car les moyens financiers existent à Strasbourg.
- ✓ Son autre priorité c'est toujours d'augmenter la rentabilité financière. Pour cela, les cadences et les rythmes de travail sont de plus en plus soutenus avec des suppressions de postes de travail, en chargeant encore plus les salariés sur les lignes d'assemblage, d'usinage et dans

d'autres secteurs. Cela va continuer voire s'amplifier !!! **Exemple déchargement des boîtes de vitesses de la ligne de TEST 8HP (Button Up) ainsi que la ligne Clutch C et E, ligne finale...**

PRESSIONS ET SOUFFRANCE AU TRAVAIL

Le climat social dans l'usine est loin de s'améliorer. En plus des inquiétudes au sujet de l'avenir du site, les conditions de travail se dégradent sensiblement. Les changements de programmes incessants de semaines en semaines s'accompagnent de mutations d'un secteur à un autre avec changement d'équipe pour certains. Parmi l'encadrement, il y en a qui adoptent un ton méprisant pendant que d'autres jouent « aux flics » lors des pauses et surtout en fin d'équipe en oubliant que les salariés ont trimés pendant plus de 7 heures... Il faudrait que ces gens-là prennent les gants et travaillent dans les conditions actuelles sur les lignes d'assemblage, usinage et **on verrait bien combien de temps ils tiendraient.**

Avec ZF jusqu'en 2021, et après ???

Pour le moment, nous n'avons toujours pas d'engagement concret sur des nouveaux projets. Mais la direction évoque 3 études R&D en cours en collaboration avec de potentiels clients. Le climat d'inquiétude dans l'usine reste largement dominant. Le contexte social n'est pas là pour nous rassurer. Le gouvernement ne fait rien contre les patrons voyous qui ferment des usines rentables et qui font des bénéfices (FORD par exemple). Nous n'avons pas les moyens de vérifier les intentions réelles de Mr DUMAREY et de la direction. Nous ne connaissons pas non plus les possibilités réelles sur les marchés convoités par nos patrons.

Certes, les travaux en cours laissent présager des perspectives d'avenir malgré tout. La direction a toujours quelque chose dans les « tiroirs » mais reste plutôt discrète là-dessus... Elle les sort étape par étape (**Step by Step**) !



Un climat de doute est-il volontairement instauré par la direction ? Pour elle, un ouvrier ça doit « **rester à sa place, bosser jusqu'à la dernière minute et la fermer** » !

Il n'est justement pas question de nous taire, ni hier, ni aujourd'hui, ni demain. Au contraire, notre intérêt à tous est bien de défendre jusqu'au bout nos emplois et nos salaires. C'est maintenant, **tant que les volumes sont encore là qu'il faut le faire**, il nous faut de vraies garanties d'avenir, avec des embauches en CDI.

Un patron mesure en permanence ce qu'il peut faire passer ou pas. Le résultat dépend en grande partie de l'ambiance dans l'usine. Il n'y a pas de fatalité ni pour l'avenir des emplois, ni pour les salaires...

Nous disons clairement qu'il faudra mener la bataille sur tous ces aspects. Il n'est pas question d'accepter des reculs sociaux et la dégradation de nos conditions de travail. Nous devons défendre nos intérêts et notre avenir.

Intéressement, pour la CGT oui mais avec un minimum garanti.

La direction convoque les organisations syndicales actuellement afin de présenter ses critères d'intéressement pour les trois prochaines années. Au final, elle voudrait que les syndicats cautionnent ses objectifs qu'elle a fixé et donnera quelques euros aux salariés sous forme d'intéressement.

Pour rappel, si la direction veut vraiment « intéresser » les salariés, la loi autorise à donner plusieurs milliers d'euros par salariés.

Nous en sommes bien loin avec ce que la direction va donner, 350€ brut pour l'exercice 2018. Comme cette prime tient compte des absences maladies et autres, des collègues seront pénalisés. Rappel, en 2017, seulement 443 salariés (50%) de l'usine avaient perçu l'intégralité de l'intéressement et en 2018 seulement 415 (47%) d'entre nous ont perçu la totalité de l'intéressement.

Il faut savoir que l'intéressement n'a pas le caractère d'un salaire, il ne participe pas au financement de notre sécurité sociale, de nos retraites, il n'est versé qu'une fois et de façon aléatoire selon les résultats. Nous tenons à rappeler que l'intéressement a été mis en place par le patronat afin de limiter les augmentations de salaire et mettre en avant l'individualisme. Pour l'employeur l'intéressement est exonéré de cotisations sociales, encore de l'argent qui manquera dans les caisses.

Si la direction veut vraiment donner un intéressement nous demandons un minimum garanti acceptable et égalitaire.



Pourquoi avoir repris Steelcase à Wisches avec les millions d'euros pour la liquider maintenant ?

Cette usine appartenant au groupe Steelcase, avait été reprise pour **1€ symbolique** par le groupe Punch en 2014. Steelcase avait laissé **24,7 millions d'euros** dans les caisses ainsi que les bâtiments.

L'actionnaire du groupe Guido Dumarey **avait fait à ce moment des belles promesses sur des projets d'investissements** pour le maintien des 200 emplois sur le site de Wisches. Mais dès 2014, Plus de **100** salariés ont progressivement rejoint l'usine de Punch à Strasbourg. L'usine de Wisches s'est vidée de ses compétences et les projets ne sont jamais arrivés.

Aujourd'hui il reste **52 salariés dont 47 vont être licenciés.** **47 familles vont se retrouver sur le carreau dû à une spéculation financière.**



- **SCI Crépy en Valois : société immobilière et sans salarié,**
- **Punch Montataire : société en sommeil et sans salarié,**
- **Société Financière Juy : société en sommeil et sans salarié,**
- **Société Juy : société en liquidation et sans salarié**
- **Benteller en Suisse.**

Toutes ces usines reprises par Mr Dumarey unique actionnaire de punch, sont aujourd'hui fermées. C'est au tour de Wisches d'être dans la tourmente. Pour rappel, Mr Dumarey avec son groupe Punch, voulait reprendre l'usine de Ford à Blanquefort.

Il faut aussi rappeler que dès 2014, au moment où Steelcase avait annoncé la fermeture du site de Wisches, **les 200 salariés ont lutté pour garder leur emploi.** Ce qui a obligé Steelcase à trouver un **repreneur.** Le Groupe Punch, en reprenant le site, avait donné un espoir d'avenir pour ces salariés et la vallée de Schirmeck déjà très touchée par des fermetures d'entreprises.

L'état, par l'intermédiaire de Bruno Lemaire, a dénoncé fortement l'attitude de FORD qui ferme son usine à Blanquefort en soutenant la reprise par Punch. Aujourd'hui l'état et les collectivités sont silencieux face à l'attitude de Punch, identique à celle de FORD, pour fermer une entreprise.

La CGT PPS appelle d'ores et déjà à soutenir les salariés et les organisations syndicales (CGT, CFDT) du site de Wisches dans leurs actions et revendications.

Punch licencie à Wisches, aujourd'hui c'est eux mais demain ça peut être nous, alors soyons solidaires, même patron, même combat !